

La réforme des collectivités en toile de fond

L'invité, le président de la FNSEA Xavier Beulin a dressé un état des lieux de l'agriculture française

La réforme des collectivités locales, et notamment le fameux schéma départemental de coopération intercommunale, aura été sur toutes les lèvres des orateurs qui se sont suc-

cédé à la tribune de l'assemblée générale des maires du Loiret samedi matin à la salle Cuiry, du président des maires, Xavier Deschamps, au préfet du Loiret en passant par le président du Conseil général Eric Doligé et même jusqu'à l'invité du jour, le président de la FNSEA, Xavier Beulin !

Intercommunalité : la balle dans le camp des élus
Il est vrai que le dossier agite beaucoup le microcosme politique local

avec la mise en œuvre de regroupement de communes ou de fusion d'intercommunalités déjà existantes et notamment pour le grand Giennois : création de la communauté de communes du Sullylois, rattachement de Boisemorand à une CDC, fusion des deux communautés de Briare et Châtillon/Loire (notre édition du 5 mai).

« La balle est désormais dans le camp des élus locaux » rappelait Xavier Deschamps à ses collègues réunis, sachant qu'ils auront jusqu'au 31 décembre pour mettre en œuvre les recommandations formulées, les élus pouvant donner leur avis à la commission départementale de coopération intercommunale installée à cet effet le 18 avril dernier et présidée par le maire de Saint Brissson et président de la communauté des communes giennoises, Christian Bouleau. « Ce projet peut être amendé » leur glissait le président Deschamps qui sait que « les prochains mois seront riches de débats » ! Et le président des maires n'a pas caché que les communautés de communes permettraient de faire des économies avec des regroupements « car sou-



De nombreux maires du département avaient fait le déplacement samedi matin à la salle Cuiry pour l'assemblée générale de leur association.

Une agriculture française qui perd de la compétitivité



Xavier Beulin

Durant une heure, le nouveau président de la FNSEA, Xavier Beulin, agriculteur de Donnery, entre Châteauneuf et Orléans, a brossé un état des lieux de l'agriculture française, de sa place dans le contexte mondial aux répercussions des décisions de l'OMC (organisation mondiale du commerce) ou de celles prises à Bruxelles sur les agriculteurs du Loiret. Car aujourd'hui, l'agriculteur du Loiret subit « l'effet papillon » d'un événement à l'autre bout de la planète. Le dernier exemple en date est celui de la bactérie tueuse en Allemagne avec le discrédit jeté à tort sur les concombres espagnols et

finalement toute la filière et notamment les maraichers orléanais, au troisième ou quatrième rang des producteurs français, contraints de jeter encore à ce jour des dizaines de tonnes à la benne « à cause d'une mauvaise communication allemande »...

Xavier Beulin s'inquiète aujourd'hui de la spéculation financière sur les marchés des matières premières agricoles qui dérèglent du jour au lendemain les prix, causant des dégâts irréversibles à la filière : « nous demandons aux membres du G20 de mieux encadrer les marchés ». Et de souhaiter qu'il y ait aux frontières de la CEE des protections par exemple sur le prix de la viande face à la libéralisation prônée par le français Pascal Lamy, le directeur général de l'OMC : terre d'élevage, « le Massif Central risque de devenir un grand désert » prévient Xavier Beulin.

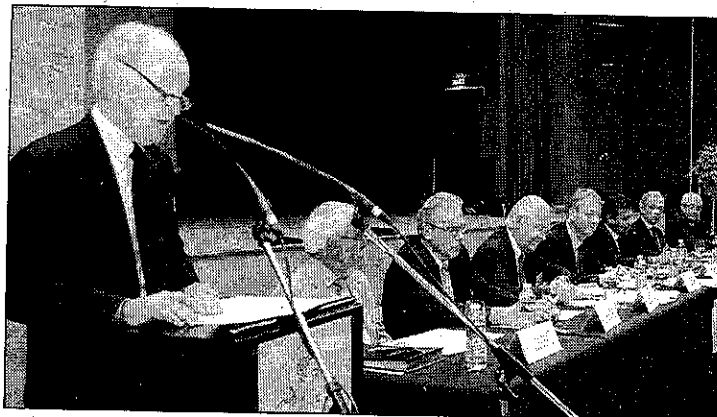
Il regrette qu'aujourd'hui qu'avec le découplage des aides aux agriculteurs, la PAC ne joue plus son rôle d'intervention sur les marchés, ni ne puisse stocker des matières en cas de crise comme actuellement avec l'abattage massif de vaches, face à « une sécheresse pire qu'en 1976 ».

Rappelant le poids actuel de l'agriculture et de l'agroalimentaire soit 200 milliards d'euros et 3,5 millions d'emplois contre 90 milliards d'euros et 2,3 millions d'emplois à la filière automobile, sa balance commerciale excédentaire de 8,5 milliards d'euros alors que la balance commerciale nationale est déficitaire de 55 milliards, « l'agriculture française perd de la compétitivité dans l'Europe des 27 : de numéro 1, on est passé numéro 3 à l'export ». La différence du coût du travail entre la France et l'Allemagne, de 3 à 5 € de l'heure en est l'une des causes. Sans oublier les normes qui pèsent, citant le cas de son collègue allemand en ex-RDA, patron d'une exploitation de 6 000 ha qui n'a mis que six mois à construire une porcherie de 20 000 porcs !

Le problème du foncier pèse aussi notamment sur la filière dans le Loiret : « En France, on perd en sept ans l'équivalent d'un département agricole ». Il est donc favorable à une taxation du foncier si celui-ci est détourné de son usage agricole, appelant à préserver les 2 000 emplois de la filière maraîchère et arboricole de la couronne orléanaise vis-à-vis de l'urbanisation.

Face à la sécheresse qui sévit, il regrette qu'on ait perdu un temps précieux depuis les années 80 pour créer des réserves d'eau à partir des pluies hivernales qui seraient utiles aujourd'hui dans le Loiret « Qu'est ce que j'ai pris dans la figure à l'époque où j'étais président de l'Établissement public Loire lorsqu'on voulait créer des barrages », lui confirmait Eric Doligé.

« Je pense que les pays qui auront voix sur la scène internationale à l'avenir seront ceux qui auront une agriculture puissante, j'en suis convaincu », concluait Xavier Beulin.



À la tribune, le président Xavier Deschamps, avec à ses côtés, le trésorier, Pierre Bauchet, maire de Fleury-les-Aubrais et Christian Bouleau, maire de Saint-Brissson et vice-président de l'AML.

vent les communes sont de très mauvais acheteurs » !

Pour le préfet Michel Camux, il s'agit « d'une coproduction Etat-élus locaux » et qu'il faut combler un retard pris depuis la loi de 2006 : il n'est donc pas fâché qu'une date butoir pousse les élus à se prononcer « après avoir laissé du temps au temps », sans rien voir venir, notamment dans la suppression de nombreux syndicats intercommunaux dont on pourrait faire aujourd'hui l'économie !

Réforme fiscale et révision des normes à l'ordre du jour

Autre sujet abordé à cette assemblée, la réforme de la fiscalité locale pour laquelle beaucoup de maires sont inquiets avec la suppression de la taxe professionnelle et sa compensation à l'avenir par l'État. « De nombreux maires appellent aussi à une révision générale des taxes loca-

tives » confiait Xavier Deschamps : la ville de Gien a décidé d'ailleurs de faire le ménage au regard du bilan de ses bases foncières et locatives (notre édition du 2 juin).

Le président des maires s'est félicité également de la nomination d'Eric Doligé comme rapporteur d'un projet sur la simplification des normes pour les collectivités, au nombre de 400 000 au total en France.

Le sénateur et président du Conseil général a remis jeudi dernier son rapport au président de la République Nicolas Sarkozy qui l'avait chargé du dossier : « je l'ai lu, je le trouve bien » déclarait avec humour l'intéressé en brandissant son rapport ! Celui-ci pourrait devenir proposition de loi devant le parlement et être adopté selon le calendrier défini pour la fin de l'année. « J'ai écouté d'abord la base, vous les maires » confiait Eric Doligé qui a donc fait remonter les souhaits de simplification souhaités

par les élus locaux, de chiffrer le coût de l'application d'une future norme, d'être plus souple en fonction des territoires, que l'administration réponde dans les 48 heures du dépôt d'un permis de construire par exemple pour signaler une pièce manquante et non pas juste avant le délai de deux mois qui fait perdre un temps précieux à chacun, du pouvoir des ABF « dont l'un veut des volets peints en rouge et le suivant en bleu », etc.

Xavier Deschamps a également évoqué les aires de gens du voyage, un sujet récurrent abordé chaque année, rappelant que le Loiret est un bon élève car il a consacré 10 millions d'euros aux aires.

Il a parlé du dialogue rétabli entre les maires et les gendarmes, une demande des maires du Loiret remise récemment au goût du jour par le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant : « des progrès ont été accomplis, l'information circule mieux ».

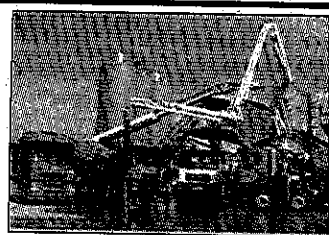
Et il a brandi un sondage effectué par l'association du Loiret sur l'abaissement du scrutin de liste aux prochaines municipales : deux tiers des maires sondés estiment qu'il ne faudrait pas descendre au-dessous du seuil de 2 500 habitants « au risque de politiser les débats des communes rurales » alors que se profile à l'horizon un souhait de voir abaisser ce seuil à des communes de 1000 à 2 000 habitants.

« Le maire est un rouage fondamental de la vie locale, les élus locaux peuvent être fiers du rôle qu'ils jouent dans une société en manque de repère, le maire est le gardien de l'intérêt général pour le plus grand bien de ses concitoyens », concluait Xavier Deschamps.

Rémi Bichon

Une pensée pour Jean-Pierre Hurtiger

Absent pour raison de santé, Jean-Pierre Hurtiger a chargé Patrick Chierico, son premier adjoint, de saluer « M. Picsou » (Xavier Deschamps) et « que celui-ci ne voit aucune malice au fait que la ville de Gien accueille le même jour que les maires, le festival des marionnettes »... Chacun des intervenants à la tribune a eu une pensée de prompt rétablissement pour le maire de Gien qui avait regagné depuis mercredi son domicile, Eric Doligé précisant qu'il lui rendait visite personnellement en début d'après-midi pour prendre de ses nouvelles. Malheureusement, il a été réhospitalisé depuis lundi en urgence au CHRO de la Source.



Béton pour vos amis à 350 kg : dalles, cl...
Béton spécial pour ca

NOUS VOUS

Z.A. Le Clair Ruis
OUVERT DU LUNDI AU VENDREDI